

Sondage

Bien-être durable: les entreprises y pensent...

Si les entrepreneurs sont soucieux de leur impact environnemental, peu ont effectué un bilan carbone.

Eric Budry

Croissance, bien-être social, développement durable, responsabilité sociale des entreprises. Grâce à une étude mandatée par la **Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG)** de Genève, on sait un peu mieux ce que les chefs d'entreprise du canton pensent de ces concepts et s'ils les estiment compatibles ou non. La bonne nouvelle, c'est que près de 90% de celles et ceux qui ont répondu à un sondage disent que le développement durable fait partie de leur responsabilité. La mauvaise, c'est que relativement peu agissent en conséquence pour le moment. Elles ne sont ainsi que 13% avoir fait un bilan carbone de leur activité économique.

Intitulée «Le bien-être durable. Quelle croissance pour Genève?» l'étude entamée en 2019 fait œuvre de pionnière en Suisse en allant questionner les termes de

croissance et de bien-être et, surtout, en demandant aux entreprises ce qu'elles pensent du développement durable, de leur responsabilité sociale (égalité salariale par exemple), et si elles les traduisent en action. **Vincent Subilia**, le directeur général de la **CCIG**, tire deux conclusions majeures des résultats de l'étude: «La première, c'est que le développement durable fait partie intégrante de la réflexion des entreprises. La seconde, c'est qu'il est compatible avec la croissance économique, et peut même jouer un rôle d'accélérateur.»

Les limites du PIB

La recherche a été menée par l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion de l'Université de Genève, et plus précisément par Giovanni Ferro Luzzi et Sylvain Weber. Un premier volet est constitué d'une réflexion sur les indicateurs de croissance, de leurs avantages et de leurs limites. C'est particulièrement le cas du produit intérieur brut (PIB), dont la croissance a longtemps été considérée comme entraînant en parallèle une amélioration du bien-être général. «Il faut prendre le PIB pour ce qu'il est, commente Sylvain Weber. C'est un indicateur purement quantitatif de la production de ri-



Vincent Subilia, son directeur général, souhaite que **la Chambre de commerce, d'industrie et des services accompagne les entreprises en matière de durabilité.** MAGALI GIRARDIN

chesse, mais qui ne dit par exemple rien de la manière dont cette richesse est répartie. Il existe des indicateurs plus qualitatifs, comme l'indice de développement humain. Aucun n'est toutefois exempt de défauts.»

Le second volet, dévoilé lundi, est plus empirique, puisqu'il donne la parole aux entreprises genevoises au travers d'un sondage. Sur les 2400 membres de la **CCIG**, 260 ont répondu à une soixantaine de questions. Une proportion de retours de plus de 10% que les chercheurs estiment très bonne et permettant d'avoir des «résultats robustes».

Parmi ces résultats, le fait que près de 40% des répondants

jugent que «la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) consiste premièrement à déterminer la manière dont l'entreprise est capable d'atteindre les normes sociales et environnementales sans compromettre ses performances, sa productivité et sa compétitivité». Ce n'est toutefois pas uniquement un coût puisqu'il y a des bonus à la clé. Ainsi, la quasi-totalité des entreprises considère que la RSE a un impact positif sur la réputation de l'entreprise, et plus de 80% qu'elle améliore la loyauté des employés et la fidélité des clients.

De là à prendre des mesures, il y a toutefois un pas. Il en va ainsi du bilan carbone (13% des répon-

dants l'ont fait) et, dans une moindre mesure, de l'analyse de l'égalité salariale (un tiers a effectué ce travail). La majorité des entreprises n'ayant pas pris de mesures pense que l'impact serait trop faible. En revanche, pour une large part de celles qui ont effectué ces démarches, cela a débouché sur des changements conséquents.

Aide nécessaire

Il semble par conséquent que le terrain soit favorable à une meilleure mise en pratique des principes du développement durable et de la responsabilisation sociale, mais que des facilités doivent être proposées. **Vincent Subilia**

évoque la responsabilité des collectivités publiques ainsi que celle de la **CCIG**, qui propose désormais à ses membres un diagnostic de durabilité.

«En plus de l'accompagnement, nous avons également un devoir d'exemplarité, conclut le directeur général. Le **Conseil économique de la CCIG** a créé un groupe de réflexion consacré à la durabilité, ce qui nous a conduits à adapter notre stratégie et nos missions dans le sens d'une place économique genevoise durable et tournée vers l'avenir. Mardi soir, nous pourrions ainsi présenter à notre assemblée générale notre charte de la durabilité de la **Chambre.**»